

## Questions orales

**M. Baldwin:** Monsieur l'Orateur, sans parler pour le moment de l'enquête criminelle et des accusations pour infraction à la moralité publique et conflit d'intérêts, prévues dans les directives présentées par le président du Conseil privé il y a deux ans et demi concernant les parlementaires, le premier ministre croit-il, compte tenu des faits dont il a connaissance, que le temps est venu d'agir pour le gouvernement?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le député parle des faits dont j'aurais connaissance. Je puis le lui assurer, je n'en sais pas plus que ce qui est écrit dans les journaux et même beaucoup moins. Quant aux mesures, je ne sais pas vraiment ce que veut dire le député, mais je puis lui dire qu'en ce qui me concerne, et c'est la position des députés de ce côté, mais apparemment pas de ceux d'en face, au Canada un homme est innocent jusqu'à ce qu'il soit reconnu coupable.

Des voix: Bravo!

**M. Baldwin:** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Peut-on dire alors que la position du premier ministre et du gouvernement sur la question des conflits d'intérêts et de la moralité publique est la suivante: tant qu'une accusation au criminel ne sera pas portée et qu'il n'y aura pas de condamnation, le gouvernement ne prendra pas de mesure?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, si le député veut bien prendre la peine d'examiner les directives il verra qu'elles peuvent s'appliquer à lui.

**M. Baldwin:** Je les ai étudiées.

**M. Trudeau:** Lisez-les. Le député verra quelle est la position du gouvernement. Il ne s'agit pas seulement d'accusation au criminel. S'il tient à porter des accusations précises contre un député, un membre de cette Chambre ou de l'autre qui a enfreint les directives, qu'il le fasse.

Des voix: Oh, oh!

**M. Baldwin:** Qu'avez-vous fait de votre sens de l'humour?

\* \* \*

## LA GENDARMERIE ROYALE

LES AFFAIRES SKY SHOPS ET MIRABEL—LA QUESTION DE LA TENUE D'UNE OU DEUX ENQUÊTES DISTINCTES

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser au solliciteur général une question qui découle de sa réponse du 28 octobre retranscrite à la page 8609 du hansard. A une question du député de Joliette concernant une enquête sur la fraude présumée de 60 millions de dollars à Mirabel, il déclarait qu'il n'y avait pas d'enquête en cours. Pour tirer au clair sa réponse du 28 octobre, je demande au solliciteur général de me confirmer que cinq jours avant que le député de Central Nova ne dépose sa pétition, la GRC n'enquêtait pas sur l'affaire Sky Shops et des questions analogues, ainsi que sur l'affaire de Mirabel.

[M. Baker (Grenville-Carleton).]

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, il y a eu plusieurs incidents qu'il ne faut pas confondre. Il y a eu une enquête sur l'affaire Sky Shops et certaines plaintes concernant la construction de Mirabel. Mais il n'a pas été question de Mirabel tant que ces plaintes n'ont pas été formulées à la GRC. Elle a étudié ces plaintes pour voir s'il fallait procéder à une enquête. Pour ce qui est de la construction de Mirabel, il faudrait que je vérifie auprès de la GRC si une enquête est en cours.

**M. Woolliams:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le solliciteur général peut-il nous dire clairement s'il y a un rapport entre les enquêtes sur Sky Shops et sur l'ensemble des réalisations de Mirabel? S'agit-il de la même enquête sur ces deux affaires connexes?

**M. Allmand:** Monsieur l'Orateur, je l'ai déjà déclaré en réponse à une autre question, nous ne publions pas le détail des enquêtes de la police à la Chambre des communes ni ailleurs.

**M. Woolliams:** Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je ne réclame pas de détails mais des éclaircissements. Le ministre a déjà admis qu'une enquête était en cours. Est-ce que cette enquête porte sur l'affaire Mirabel en même temps que sur Sky Shops? S'agit-il d'une seule enquête pour ces deux affaires? Je n'en demande pas plus.

**M. Allmand:** Monsieur l'Orateur, sur ce point, et sur ce point uniquement, je dois me renseigner auprès de la GRC.

**M. Trudeau:** Ne lui donnez pas la réponse.

**M. Stanfield:** On étouffe l'affaire?

\* \* \*

## RADIO-CANADA

LA DIFFUSION DE VANCOUVER DES BULLETINS DE NOUVELLES DESTINÉS AUX TERRITOIRES DU NORD-OUEST—  
L'HORAIRE DES ÉMISSIONS

**M. Arnold Malone (Battle River):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le gouvernement fédéral essaie-t-il volontairement de détruire les liens commerciaux naturels entre l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest en imposant aux Territoires une programmation de télévision en provenance de Vancouver? En outre, les habitants du Nord auront-ils la possibilité d'entendre à une heure raisonnable les informations de fin de soirée qui passent actuellement sur les ondes après minuit dans les Territoires du Nord-Ouest?

**L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, il n'y a là aucun complot, mais j'examinerai la question plus attentivement.

**M. Malone:** J'aimerais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il expliquer pourquoi on répète trois heures de télévision dans les Territoires du Nord-Ouest? Les trois émissions de l'après-midi sont reprises en soirée au grand mécontentement des habitants du Grand Nord.

**M. Faulkner:** Monsieur l'Orateur, Radio-Canada est justement en train d'examiner le problème.